



État d'Israël assassin, États impérialistes complices

La trêve a démarré vendredi dernier pour cinq jours. Un moment de répit bien trop bref pour les populations civiles. Les photos et les vidéos qui nous arrivent mettent des images sur des massacres d'une ampleur inouïe, dont la logique ressemble à celle d'un génocide.

Les bombes n'ont rien épargné, ni personne. Presque quinze mille habitants ont trouvé la mort, dont quasiment une moitié d'enfants. Les hôpitaux sont éventrés et ceux qui tiennent encore debout ne fonctionnent plus, faute de carburant et d'électricité. La moitié des bâtiments serait en ruine.

Le gouvernement israélien prépare une nouvelle offensive

Le gouvernement d'extrême droite israélien a tergiversé avant d'accepter la trêve avec le Hamas. Et pour cause ! Interrompre la guerre pour libérer des résidents d'un kibboutz plutôt laïc et marqué à gauche, des jeunes fêtards et des travailleurs d'origine thaïlandaise, ça avait de quoi rebuter les colons et les religieux au pouvoir. Ce qui les a finalement convaincus, c'est la promesse qu'ils se sont faite de reprendre l'attaque de plus belle à la fin du cinquième jour !

Ce que veut le gouvernement au pouvoir en Israël, c'est la guerre totale pour continuer le processus de colonisation. De son point de vue, la trêve, qu'elle dure cinq jours ou un an, n'est qu'une pause entre deux effusions de sang. Les grandes puissances impérialistes laissent faire, car elles comptent sur l'État d'Israël pour faire la police dans la région. Il n'y aura pas de paix sans renversement de ce système capitaliste qui maintient dans l'oppression les populations palestiniennes et qui sème la guerre à travers tout le Moyen-Orient.

Et ici, les attaques continuent contre ceux qui expriment leur solidarité

En France, le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme. Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « Israël assassin, impérialistes complices » a été interdite par la préfecture. À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar ont tenté

une incursion dans la manif contre les violences faites aux femmes, assimilant par leurs mots d'ordre les manifestantes et manifestants au Hamas.

Au fond, leur argument est que toute critique de l'État d'Israël, militariste et colonial, est une attaque contre les Juifs en général. Mais assimiler l'ensemble d'un peuple, dont une partie crie d'ailleurs « pas en notre nom ! » à propos des massacres, à la classe dirigeante israélienne, n'est-ce pas un peu... raciste ? Que dirait-on de celui qui amalgame toute une population avec quelques dirigeants, par exemple, les Russes avec Poutine ou les Français avec Macron ?

Le raccourci imposé par le gouvernement est en fait antisémite. Il vise à écraser sous un tombereau d'accusations tous ceux qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Macron ne veut pas voir à Paris 300 000 personnes dans les rues comme à Londres, il ne veut pas que les universités françaises s'agitent comme les universités américaines. Il voudrait que tout le monde marche au pas.

Mais nous, travailleurs et travailleuses, ne marcherons pas. En manifestant, en nous organisant, en faisant entendre une autre voix, la nôtre, nous les gênons. Sur ce sujet-là comme sur tous les autres qui nous préoccupent, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les organisations politiques de gauche et les confédérations syndicales sont aux abonnés absents, car elles refusent, au mieux, d'engager le bras de fer avec le gouvernement, et au pire, n'ont avec lui, au fond, que des nuances et des différences d'appréciation. Il n'y a rien à en attendre, alors rentrons nous-mêmes dans l'action !

Le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme. Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « Israël assassin, impérialistes complices » a été interdite par la préfecture. À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar ont tenté

Samedi 2 décembre, partout en France, soyons des dizaines de milliers à manifester pour l'arrêt des massacres à Gaza et contre la colonisation.



**A BAS LA GUERRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL
CONTRE LES PALESTINIEN.NE.S**

**SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE
PALESTINIEN**

**MANIFESTATION
SAMEDI 2 DÉCEMBRE
14H RÉPUBLIQUE**



Pas de répit contre nos repos

La direction continue son plan de dégradation des conditions de travail pour les conducteurs de bus : à partir du 1^{er} janvier, cela sera 3 jours de repos en moins à l'année, perte compensée par une baisse de la moyenne journalière de... 6 petites minutes. Compensation pour le moins fantôme au vu des retards sur ligne.

À la RATP, et encore plus chez nos collègues des autres boîtes : au dépôt, trop d'boulot, à l'extérieur, trop d'chômeurs. Partage du temps de travail !

Le monde à l'envers

Non-respect des cycles, services donnés la veille pour le lendemain, repos imposés sur des jours travaillés... Pas de place pour les contraintes ou convenances personnelles : tout pour la boîte ! On croirait presque que le métier de conducteur est devenu le modèle d'attractivité... Ne pas trop embaucher pour mieux presser celles et ceux qui bossent déjà, voilà le jeu des patrons du transports. À nous de leur imposer un game over.

Quand les syndicats jouent aux patrons...

Le Comité Social et Économique de la RATP est censé nous proposer des activités sociales et culturelles. Mais il est surtout occupé à faire pleuvoir les licenciements : 60 en mars dernier dans les médiathèques et centres de vacances de la Régie, 60 de plus cet hiver dans un centre culturel. Des licenciements menés par... les syndicats. Car en prenant en charge la gestion d'un budget annuel de plusieurs millions d'euros, les syndicats acceptent en contrepartie de jouer au patron et de licencier quand les sous viennent à manquer. Alors oui, on peut pointer leur responsabilité qui conduit à des licenciements au lieu de s'attaquer au patron ! Nous devons refuser que les syndicats jouent un rôle d'employeur et surtout de licenciés et de gestionnaire dans une économie qui tourne autour du profit.

Violences sexistes et sexuelles : la Régie médaille d'or

La Première ministre, Élisabeth Borne, a lancé vendredi dernier le coup d'envoi d'une campagne contre les violences sexistes et sexuelles dans les transports en commun, cette même première ministre dans le gouvernement d'un Darmanin accusé de viol, cette même ministre qui réduit le budget des planning familiaux et ferme des hôpitaux, l'hypocrisie n'a pas de prix ! Et elle a bien choisi son lieu puisque la Régie vient d'être épinglée sur le sujet ! La Cour d'appel de Paris vient de la condamner pour harcèlement et discrimination à l'encontre d'une contrôleuse du métro, cela s'ajoute au fait que l'existence des violences sexistes et sexuelles sont toujours minimisées ! Alors la campagne, elle a bon dos pour redorer le blason de la boîte mais on sait que pour ces violences, comme pour les autres, on



ne peut compter que sur nous-mêmes pour réagir collectivement !

Keolis cherche le podium !

Dans les dépôts Keolis, on a vu fleurir des affiches invitant à participer aux Jeux Olympiques côté volant. Pas de concours de pilotage ni de slalom géant en bus, plutôt le convoyage des athlètes. Les conditions sont aussi détaillées qu'alléchantes, et on ne condamnera pas les collègues qui souhaiteront passer leur été à Paris. D'ailleurs, avec probablement plusieurs centaines d'euros de plus par mois à la clé, il faudrait que les conditions promises perdurent après la cérémonie de clôture. Pourtant, personne n'est dupe. C'est du fait de la pénurie de conducteurs et de la faiblesse de nos salaires que Keolis croit, un été durant, nous faire rouler sur l'or !

La lutte des uns, est celle de tous !

Les travailleurs des dépôts de Transdev-TRA à Coubron et Chelles (dans l'Est parisien) sont entrés en grève lundi 20 novembre ! Ils revendiquent notamment une augmentation de 200 euros de leur salaire et protestent aussi contre la vétusté des bus.

La majorité des collègues sont en grève et les bus ne sortent pas sur les deux dépôts. Dans les autres dépôts du coin, ça discute de l'extension du mouvement. Et pour cause, partout ce sont les mêmes revendications qui animent nos discussions. Ils ont raison : voilà qui peut faire plier les patrons !

Le millésime de l'exploitation

Rassemblés le 21 novembre devant le ministère de l'Intérieur, 60 travailleurs sans papiers victimes de l'esclavagisme moderne pendant les vendanges champenoises ont obtenu leur régularisation avec le soutien de la CGT. Un sous-traitant les avait logés dans un taudis, sous-alimentés, pas payés. Menaçant, il se baladait avec un pistolet à la ceinture ! L'affaire avait été découverte par l'inspection du travail en septembre dernier. Deux enquêtes pour trafic d'êtres humains ont été ouvertes dans la région viticole. Les pratiques esclavagistes de ce genre ne sont sans doute pas étrangères à la mort de six vendangeurs cette saison. Un champagne au goût bien amer.

Collecte pour le bulletin Révolutionnaires !

La semaine prochaine nous reviendrons jeudi pour récolter les dons que vous êtes prêts à nous donner pour financer la parution de ce bulletin. En effet, nous avons besoin de tous les efforts, y compris financier, pour continuer à diffuser nos idées.

Notre bulletin c'est notre moyen d'expression en tant que travailleurs et travailleuses, n'hésite pas à contacter nos diffuseurs si tu veux en être et à préparer ta monnaie pour montrer ton soutien !

**Retrouve le numéro 7 de Révolutionnaires auprès de tous nos militants !
Un dossier sur la cause Palestinienne : cause qui est la nôtre au cœur de la lutte des classes !**

